La serrure libre

Le journal commun des comités logement d'Hochelaga-Maisonneuve
Comité BAILS - Entraide Logement
Automne 2010 - Numéro 1

Plus d'inspections Moins d'insalubrité!

Par Jonathan Aspireault-Massé

Ce n'est pas dans nos habitudes de faire l'éloge des décisions politiques des élu-e-s, qu'elles soient fédérale, provinciale ou municipale, nous sommes plutôt reconnu pour les critiquer ouvertement et publiquement. Est-ce parce que nous sommes des frustrés, jamais content? Ou bien plutôt serait parce que le droit au logement n'est jamais réellement pris en compte dans notre société? Nous savons pourtant reconnaitre lorsque des élu-e-s font un pas dans la bonne direction, c'est le cas du Maire de l'arrondissement et de ses conseillers.

Réal Ménard s'était engagé pendant sa campagne électorale auprès d'Entraide Logement et du Comité BAILS à réunir tous les intervenants logements de l'arrondissement afin de discuter d'enjeu important, dont la question de l'inspectorat. Entraide-Logement, appuyé par le comité BAILS, mettait en évidence toutes les problématiques reliées au système d'inspection dans l'arrondissement. Cette rencontre, qui a bel et bien eu lieu, nous a permi de dire aux élus et aux fonctionnaires, les différents problèmes que nous avions identifié. Par contre, comme n'importe quelle autre machine bureaucratique, la Ville a quelques résistances et les démarches sont parfois longues.

À notre grande surprise, les élus ont donné suite à nos demandes et d'autres rencontres ont eu lieu, notamment sur la question des punaises avec la participation de Direction de la Santé Publique, du CSSS ainsi que de M. Leavey, spécialiste en gestion parasitaire des entreprise Maheu. Ces rencontres ont permis de faire paraître un publi-reportage dans les pages du journal du quartier.

En parallèle, plusieurs intervenants, dont le Maire, discutaient de la possibilité de mettre sur pied une table logement, qui réunirait tous les intervenants logement de l'arrondissement. Cette Table logement discutera de l'ensemble des préoccupations en matière de logement qui concernent l'arrondissement. Le comité BAILS et Entraide Logement, tenteront de se faire les portes-paroles des locataires sur cet instance officielle de l'arrondissement. Le 1er novembre dernier, la table logement a organisé une conférence de presse pour annoncer sa mise sur pied. Lors de cette conférence de presse, il a été annoncé que 2 inspecteurs de l'arrondissement, visiterons les logements de la rue Sainte-Catherine Est, de Moreau à Vimont. C'est plus de 1680 logements qui pourront être visités.

Le comité BAILS et Entraide Logement saluent cette initiative. D'une part, il s'agit de reconnaître l'importance d'améliorer le système d'inspection dans l'arrondissement et le besoin d'intervention. D'autre part, il y a aussi une

S'impliquer pour un meilleur quartier

Par Luc Leblanc

On entend parler de plus en plus de l'implication de citoyens dans la communauté. Des citoyens désirant une amélioration de la qualité de vie du quartier axée sur une restructuration, une stimulation et une revitalisation dans son ensemble.

Je suis content de constater que dans Hochelaga-Maisonneuve, c'est le cas. Même si les actions exécutées ne sont pas toujours applaudies à leur juste valeur.

On est tous d'accord pour dire que pour construire un village, il a fallu d'abord y construire une première maison. Ou encore que pour construire un pays, il a fallu que des citoyens s'unissent en mettant leur connaissance, leur force eet surtout leur implication dans le seul but de fortifier l'habitat, de sécuriser la population et aussi pour en accroître sa qualité de vie physique et psychologique.

Malheureusement, avec les années, plusieurs facteurs ont fait en sorte que les choses se sont dégradées et ce, au point où la qualité et la sécurité de ce même arrondissement fut et est parfois pour certaines choses et trop souvent pour d'autres, mis en péril.

Heureusement, il y a des citoyens qui se rencontrent et s'unissent pour trouver des solutions et des plans d'action afin de contrer les conséquences de la dégradation. C'est ce que fait entre autre le CDLC avec ses participants et ses partenaires.

En quoi cela consiste-t-il?

À se concerter et discuter pour trouver des propositions d'actions sur des thématiques telles que la santé, l'environnement physique, la vie matérielle, la culture et la vie sociale.

Le 23 mai dernier, ayant assisté et participé au forum de dévelopmmement social local, j'ai pu constater qu'il y avait 13 propositions d'actions concertées qui avaient été élaborées (donc 13 objectifs à atteindre).

J'ai donc été plus rassuré de voir que parmi les objectifs. Un d'entre-eux vise la revitalisation du Sud-Ouest du quartier puisque tout le monde est d'accord pour dire que cette zone est fortement dévitalisée. De ce fait, il est à souhaiter que lorsque des actions de mobilisation seront proposées que les citoyens soient généreux de leur temps pour mettre la main à la pâte, tout comme le comité BAILS le fait.
Félicitation aux citoyens et aux organismes qui s'impleiquent et s'impliqueront.

N'oubliez pas que pour que des évènements d'importance aient lieu, il faut du monde!

reconnaissance de la campagne menée par le comité BAILS pour la revitalisation du secteur sud-ouest du quartier, principalement de la rue Sainte-Catherine.

Toutefois, (Nous sommes des chialeux, alors on peut jamais être contents à 100%!) le comité BAILS et Entraide Logement entendent bien veiller à ce que les inspections ne soient pas qu'un simple spectacle. Le code du logement prévoit plusieurs mécanismes pour intervenir dans des logements insalubre et en aider les locataires. Nous croyons que l'arrondissement devra sanctionner les propriétaires délinquants, mais également faire faire les travaux lorsque le propriétaire est trop récalcitrant. La ville de Montréal, c'est-à-dire Gérald Tremblay, devra, quant à elle, mettre un terme à sa mollesse face aux proprios délinquants, et sans blabla politiques et partisans, utiliser son pouvoir d'expropriations. Car nous croyons que la socialisation des logements est la seule véritable façon de mettre un terme à la propagation des taudis.

Bref, il est évident que l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve a fait un pas important pour le droit au logement, mais les défis sont encore énormes et nécessiteront une action vigoureuse et concertée. C'est dans cette optique qu'Entraide Logement et le comité BAILS comptent participer à la Table logement de l'arrondissement. C'est-à-dire représenter les intérêts des locataires et s'assurer que le droit au logement sera la seule priorité de cette table!

HOCHELAGA EN FÊTE

Du bonheur pour petits, très petits et très très petits... à performer et à en profiter en chansons et en musique.

Après tant d'années d'implication dans la communauté, la citoyenne Lise y met toujours beaucoup de

Comité quoi? Comité BAILS! Un organisme communautaire en action pour la revitalisation du sud-ouest d'Hochelaga.

HOCHELAGA EN FÊTE

Bravo aux artistes. Leur talent fut grandement remarqué en faisant bouger et sourire les résidents et résidentes du quartier!

La situation du logement? Voilà un artiste qui avait quelque chose à en dire!

Une foule qui démontre son appréciation de cet évènement organisé pour la collectivité en s'amusant avec entrain.

HOCHELAGA EN FÊTE

De la danse sociale au break dance, il y en a eu pour tous les goûts!

La jeunesse s'implique! Des bénévoles mettant leur générosité et leur coeur à servir des citoyens venus faire la

Mon quartier c'est pas HoMa, c'est Hochelaga! C'est le message que nous avons imprimé sur les chandails, pour bien signifier qu'Hochelaga est un quartier populaire, riche d'une histoire dont nous sommes fier-e-s!

Les vaches sacrées du budget Bachand

Par Héloïse Moysan-Lapointe

Pas pour dire qu'on vous l'avait bien dit, mais...

Dans un numéro précédent, nous avons parlé de la menace de hausse de tarifs dans les services publics. Malheureusement, ces menaces ont été mises à exécution lors du dernier budget provincial, le 31 mars dernier. On a trouvé de tout pour plaire aux riches investisseurs, mais des régressions dangereuses pour tout le reste de la population.

Pour revenir en 2014 au sacro saint équilibre budgétaire, Jean Charest a donné le feu vert à son ministre des finances pour aller chercher quelques milliards de plus par année dans les poches des contribuables. Le ministre Bachand ne nous a épargné aucune enflure rhétorique pour nous préparer ce budget : Une «révolution culturelle», le «budget le plus important de l'histoire du Québec», des «changements radicaux»... un peu plus et il nous promettait le grand bond en avant...

Or, ce budget est une catastrophe. On y promet des hausses dans à peut près tous les services tarifés importants : frais de scolarité, hydro, TVQ. Par dessus le marché, Bachand compte imposer une taxe santé de 200$ par année, et aurait par dessus le marché adoré nous rajouter un ticket modérateur pour limiter le recours aux soins de santé. Est-il vraiment nécessaire d'expliquer en quoi ces frais sont injustes et dangereux (pour plus d'information sur le contenu du budget, voir « Le FRAPRU frappe encore, disponible au comité BAILS) ?

Du coté du logement, les seuls logements promis sont ceux qui avaient étés promis dans le cadre du plan de lutte à la pauvreté, un maigre 3000 logements sur cinq ans, pour l'Ensemble du Québec. Or, dans la plupart des villes et régions, le logement bon marché est toujours en crise, et de nombreux ménages paient des sommes faramineuses pour se loger, et acceptent des logements dans un état pitoyable. Dans ce contexte, abandonner la construction régulière et importante de logement social, ça revient à laisser à eux mêmes tous ces ménages, leur refuser les ressources nécessaires pour régler de façon autonome et permanente leur besoin de logement.

En concret, pour Hochelaga-Maisonneuve, cela veut dire qu'à moins de renverser la vapeur, le développement de nouvelles coopératives et OBNL-habitation sera certainement ralentit. Nous pouvons mener des luttes pour obtenir l'achat de sites, mais il faut qu'en bout de ligne, le financement soit au rendez-vous, sans quoi la réalisation des projets est impossible!

Les vaches sacrées

Charest, Bachand et toute leur équipe de crapules nous disent qu'ils n'ont pas le choix, et qu'il est temps de renoncer à nos « vaches sacrées » Selon eux, un système de santé universellement gratuit (enfin, en excluant les yeux, les dents, les pieds, et un certain nombre d'autres services) un système d'éducation moins cher que dans les autres provinces, de l'électricité à bas prix, ce ne sont pas des services publics que nous nous sommes payés collectivement, mais des « vaches sacrées » des privilèges dont nous bénéficions paresseusement, et auxquels

nous ne voulons pas renoncer, enfants gâtés que nous sommes! Ces privilèges coûtent trop cher, et il est plus que temps, selon le gouvernement, d'appliquer une logique de l'utilisateur payeur.

Or, c'est justement à cette logique que s'oppose l'idée même des services publics universellement accessibles, et ce n'est pas simplement par habitude que nous y tenons. Ces services publics sont des outils pour nous permettre d'assurer une qualité de vie minimale à tous les citoyens et toutes les citoyennes, et ainsi leur permettre de jouer un rôle actif dans leur communauté. Une fois admis que ces services sont nécessaires, il est tout à fait possible d'aller chercher le financement nécessaire pour les maintenir en place et les améliorer.

La vache sacrée de M. Bachand

Le gouvernement Charest nous dit qu'il n'avait pas le choix de hausser les tarifs pour financer ce qui nous reste de services publics. Pourtant, il passe sous silence qu'il n'a que lui même à blâmer pour la situation dans laquelle il se trouve. Depuis les années 2000, touts partis confondus, le gouvernement s'est privé entre autre de 889 millions de dollars avec les abris fiscaux consentis aux particuliers dont le revenu dépasse 150 000$ par an et l'abolition de la taxe sur les gains de capital. Pourquoi s'être privé de cet argent si nous en avons tellement besoin qu'il faut commencer à taxer les plus pauvres?

Un journal commun pour les comités logements d'Hochelaga- Maisonneuve

Les comités logement d'Hochelaga-Maisonneuve vous proposent désormais un journal commun. Au revoir "Par le trou de la serrure", au revoir "Fouineur libre", et longue vie à la serrure libre!

La serrure libre est produite par un comité commun, où les membres des deux comités logements sont invité-e-s à participer. Nous souhaitons que cette tribune soit l'occasion, pour les locataires du quartier, d'échanger et de s'exprimer sur tous les sujets qui les touchent.

Un journal commun, c'est aussi le reflet du travail complémentaire des deux comités. En effet, pour améliorer les conditions de vie des locataires du quartier, la défense de droit et le développement de logement social sont aussi nécessaires l'un que l'autre, et les deux comités travaillent souvent conjointement sur des dossiers, notamment en ce qui a trait à la salubrité des logements.

La serrure libre sera donc un journal à l'image de cette coopération importante. Nous espérons qu'il saura vous intéresser!

NOS ACTIONS EN IMAGE

MANIFESTATION DEVANT LA MAISON DE CHAREST

Par Hervé Konan

Le dimanche 16 Mai dernier, plus de 400 personnes dont plusieurs membres du Comité Bails, ont manifesté près de la maison du premier ministre Jean Charest, à Westmount, afin de réclamer plus de logements sociaux.

Des dizaines de personnes, des mal-logés et des sans-abri, ont répondu à l'appel du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Ils ont protesté notamment contre l'insuffisance du dernier budget libéral en matière de logement social. Le lieu de la manifestation n'est pas fortuit comme l'a indiqué François Saillant, coordonnateur du FRAPRU: «Westmount est l'une des villes les plus riches du Québec et comme, pour nous, parler de la pauvreté, ça veut aussi dire parler de la répartition de la richesse, quel meilleur endroit pour le faire que là où on est?». En clair, la manifestation avait comme objectif d'attirer l'attention du gouvernement sur l'importance du droit au logement. Prenant les grands moyens pour se faire entendre au moyen de chants, fanfare, les manifestants ont entrepris une marche dans les rues de Westmount en se dirigeant vers le domicile de Jean Charest. Ils se sont réunis près de la maison du premier ministre rue Victoria et se sont couchés dans la rue, sous haute surveillance policière. Une manière pour eux d'illustrer l'ampleur et l'urgence des problèmes de logement au Québec.

Cette manifestation avait aussi pour but de déplorer le peu de mesures de lutte à la pauvreté qui se trouve dans le récent budget provincial. En effet, Québec ne prévoie que le financement de 3000 nouveaux logements sociaux dans un Plan de lutte contre la pauvreté d'une durée de cinq ans. Ce qui est clairement insuffisant. «Le problème est beaucoup trop grand pour se contenter de miettes» a martelé François Saillant. Selon lui, les données de 2006 démontrent que 203 000 ménages dépensaient déjà plus de 50 % de leur revenu pour se loger. Cela s'est aggravé avec la crise économique, dit-il. Ce sont des gens qui sont obligés de couper dans leurs autres besoins pour arriver à payer le loyer, quand ils y arrivent.»

Les manifestants se sont ensuite déplacés dans l'arrondissement Outremont de Montréal pour apporter des « cennes noires » au ministre des Finances, Raymond Bachand, qui participait à une assemblée de financement du Parti libéral de son comté. Ce geste symbolique avait une signification particulière : «C'était pour lui dire que c'est à nous qu'il demande de se vider les poches, alors que tout ce qu'on a, c'est des cennes noires, tandis que des gens qui ont de l'argent ont été épargnés

PREMIER AVRIL 2010 : COLÈRE CONTRE LE BUDGET BACHAND!

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

MARCHE MONDIALE DES FEMMES RIMOUSKI 2010

Samedi 16 octobre 2010

Au bureau de la nouvelle ministre Julie Boulet de la solidarité sociale, on a fait des slogans sur place et on a collé des collants revendicateur dans les vitres et portes chez la ministre Julie Boulet (elle remplace Same Hamad)

Nous avons diné à l'action bénévole de Grand – mère. On avait toutes nos lunchs que j'avais préparé avec Francine la veille du départ.

Nous avons été retardées pour le diner puisque l'action bénévole était déménagée à une autre place depuis quelques temps. On a repris l'autobus et nous nous sommes rendu la bonne adresse.

Après le diner, nous sommes rembarquées en autobus et sommes arrivées à Rimouski en soirée. Nous avons mangé vers 18h00 et le menu était très bon, il y avait du six pâte et des lasagnes aux crevettes. Dans la soirée, il y a eu un beau spectacle de musique de diverses origine ethnique.

Le 17 octobre 2010

Nous nous sommes levées à 6h15 et nous avons préparé nos bagages pour les déposer dans la salle ou nous avions mangé la veille. Nous avons déjeuné, et nous avons pris plaisir à prendre des photos après.

La Marche était longue de trois Kilomètres et elle a aboutit au parc Beauséjour, où nous avons eu un bon lunch avant notre départ pour Montréal.

Je suis très contente d'être allée manifester à la Marche Mondiale des Femmes pour montrer l'aboutissement d'un travail de plus d'un an sur la question des femmes et du logement.

Action surprise à Grand-mère devant les bureaux de la ministre Julie Boulet

Contingent du FRAPRU à la Marche mondiale des femmes à Rimouski

La reprise de logement

Guillaume Dostaler

La reprise de logement représente une des rares exceptions à ce qu'on appelle le *droit au maintien dans les lieux* du locataire. Elle donne droit au propriétaire de ne pas renouveler le bail d'un logement pour pouvoir y loger soit son fils, sa fille, son père, sa mère ou lui-même. Il peut aussi le reprendre pour tout autre membre de sa famille, mais à condition qu'il en soit le principal soutien.

Si le propriétaire veut reprendre le logement d'un locataire, il doit l'aviser par écrit au moins six mois avant la fin du bail à durée fixe. Pour les baux de six mois ou moins, le délai de l'avis est d'au moins un mois. Pour un bail à durée indéterminée, l'avis doit être remis au moins six mois avant la date prévue pour la reprise. L'avis doit identifier la personne pour qui le propriétaire désire reprendre le logement, ainsi que son lien avec le propriétaire.

Le locataire a le droit de s'objecter à la reprise s'il considère que le propriétaire tente d'utiliser son droit de reprise à d'autres fins que celles qui sont précisées sur l'avis de reprise. Il peut aussi s'objecter s'il considère qu'il a droit à un dédommagement et que le propriétaire refuse de lui en accorder dans un processus de négociation. Le locataire a un mois pour faire connaître son intention au propriétaire. Il est à noter que, contrairement aux avis de renouvellement de bail, une absence de réponse du locataire signifie un refus de quitter le logement à la fin du bail.

Si le locataire s'objecte à la reprise, le propriétaire aura un mois à partir de la date du refus pour demander à la Régie l'autorisation de reprendre le logement. Le propriétaire aura alors, au moment de l'audition, à démontrer qu'il a réellement l'intention de reprendre le logement pour la personne identifiée sur l'avis de reprise remis au locataire.

Le locataire, pour éviter la reprise pourrait faire valoir, si c'est le cas, que le propriétaire a d'autres logements semblables dans le même secteur, au loyer équivalent et qui sont disponibles pour la date prévue de la reprise.

Certains logements ne peuvent faire l'objet d'une reprise. C'est le cas entre autres si le propriétaire est une compagnie immobilière, ou s'il y a plus d'un propriétaire de l'ensemble de l'immeuble (copropriété indivis), à moins qu'il ne s'agisse de deux conjoints.

Lorsque la Régie accorde le droit au propriétaire de reprendre le logement, le tribunal peut accorder au locataire qui en fera la demande, un dédommagement. Même si ce dédommagement n'est que "discrétionnaire", le tribunal de la Régie accordera une indemnité au locataire qui est préparé adéquatement. En fait, il s'agit pour le locataire d'obtenir un estimé écrit des frais de déménagement d'une compagnie de déménagement reconnue et d'établir la liste des frais directs reliés à son déménagement (transfert Hydro, Bell, changement

...CONNAISSEZ VOS DROITS!

d'adresse Poste-Canada, câble, Gaz Métropolitain, etc.).

La rareté persistante des logements à louer constitue un facteur important de pression à la hausse sur les loyers car les locataires à la recherche d'un logement n'ont souvent pas le choix que d'accepter de signer un bail à fort coût pour s'assurer d'avoir un toit sur la tête. Et comme il est beaucoup plus facile pour un propriétaire d'augmenter abusivement le loyer lors d'un changement de locataire que dans le cadre d'un renouvellement de bail, plusieurs propriétaires sont tentés de chercher à obtenir le départ de leur locataire afin de relouer le logement beaucoup plus cher. La reprise de logement constitue une des manœuvre souvent utilisée par un propriétaire qui cherche à se "débarrasser" de son locataire.

Malgré les mesures de contrôle, le constat des comités logement est que la Régie du logement accorde trop facilement les reprises de logement malgré les fortes apparences de mauvaise foi du propriétaire dans bien des cas. Il est bien sûr possible pour un locataire qui aurait perdu son logement suite à une reprise de logement de mauvaise foi de poursuivre son ancien propriétaire pour obtenir des dommages, cependant peu de locataires s'embarquent dans une telle démarche. Souvent le locataire a tourné la page et ne veut plus rien avoir à faire, ni de près ni de loin, avec cette mésaventure. Aussi, les dommages que la Régie accordera au locataire évincé de son logement ne sont pas assez sévères et ont bien peu d'effet dissuasif, compte tenu de la rentabilité possible de la mise en location illégale, à fort coût, suite à une reprise de mauvaise foi.

Que faire en cas d'insalubrité majeure?

Si un propriétaire refuse de faire les travaux minimaux pour garder un logement en état, on pense souvent à faire valoir ses droits à la régie du logement. La régie est effectivement le tribunal chargé de trancher les litiges entre propriétaires et locataires. Puisqu'il est de la responsabilité du propriétaire de fournir, en échange du loyer, un logement bon état, un-e locataire bien préparé-e peut obtenir gain de cause.

Il existe un autre moyen, complémentaire à la régie, pour forcer un propriétaire à entreprendre des travaux urgents dans un logement. Il s'agit du service de la salubrité, entretien et sécurité des logemennts et des résidences. Ce service de l'arrondissment offre aux locataires la possibilité de signaler une situation insalubre ou dangereuse à un inspecteur de la ville. Celui ci peut, lorsque le propriétaire refuse d'entreprendre les travaux nécessaires pour corriger la situation, venir inspecter le logement, émettre des amendes et entreprendre tout autre démarche nécessaire. Plus le propriétaire est négligent, plus les amendes s'accumuleront. Dans certaines situations extrèmes, la ville peut meme entreprendre elle-même les travaux et refiler la facture au propriétaire par voie d'hypothèque légale!

Renseignez vous sur cette démarche!

La croisée des chemins

Par Denis Arsenault

Quand nous étions jeunes de drôles de personnages sillonnaient le quartier. M.Balloune de son bicycle on l'entendait crier à deux rues d'avance, gonflé à bloc vanter sa marchandise gonflable. Les mères n'étaient pas toujours contentes de l'arrivée de ce mini cirque dirigé par un gros monsieur, mais nous oui quand on avait des sous.

Le deuxième individu empruntait les ruelles, trainant un chariot, c'était le Guénillou, il parlait peu, il avait une allure suspecte. Il ramassait les vieux vêtements, les tissus et aussi des objets et les gens lui donnaient aussi des sous si ce n'est à manger.

Et le dernier le Bonhomme sept heures, la police privée

des familles pour contrer l'émergence des futurs bums, en vieillissant il n'était plus l'ombre de lui-même, et à partir de ce temps là nous pûmes explorer d'autres parties de notre quartier avec notre voiturette que l'on louait pour reconduire les clients de chez Steinberg chez eux.

Et un jour ma mère me fit traverser le boulevard Pie-IX avec ma voiturette et m'amena dans un endroit où étaient entassé des meubles, des vêtements usagés et toutes

sortes de choses pour la maison. Ma mère fouillait ici et là et nous sortimes avec plusieurs articles de ce magasin quasiment secret dont j'avais de la misère à lire l'enseigne : `Les Glaneuses`. C'est pas cher me dit-elle, et moi d'ajouter "comme un Dairy Queen!" Je me doutais pas que j'étais dans les patates comme le disait mon père en parlant du monde d'Ottawa et de Québec, pourquoi deux Premiers ministres?

Glaner c'est ramasser les épis restés au sol après la moisson`

Les Glaneuses offrent des vêtements et des articles de cuisine et est situé au 3944 place Jeanne D'arc. C'est un organisme de la St-Vincent de Paul qui elle œuvre à Montréal depuis les premières guignolées vers 1861.

LE COIN DES MEMBRES

Ma visite à Toronto

Par Lilianne Dupont

J'ai décidé d'aller à Toronto lors de la rencontre des chefs d'états des vingt pays les plus industrialisés, communément nommé G-20. Je trouve que les décideurs se font des projets qui les avantagent au détriment de la plus grande partie de la population, du bien commun en somme. Nous les interpellons, nous leur écrivons, nous marchons devant leur bureau de comté, etc. Certains semblent réceptifs à nos revendications, mais je trouve que souvent ça finit « dans le cause toujours » J'en suis venue à penser qu'il faut des actions dérangeantes afin de bien faire comprendre aux instances décisionnelles ce que nous souhaitons.

Que peut faire un député de compté, quand les chefs d'états ne cessent de nous parler de plan d'austérité. Dans la foulée de la libération des marchés, nos chefs devaient étudier la faisabilité de certaines politiques sociales qui visent à obtenir des concessions de la part des travailleurs, pas seulement ici au Canada mais aussi dans d'autres pays. Donc à Toronto, clôturés dans leur tour d'ivoire en cette fin de semaine du 25 au 27 juiet 2010 nos chefs d'états nous concoctaient des coupures de programme sociaux etc. afin de conserver leurs avantages.

Nous savons tous que les orientations qu'ils veulent prendre auront des répercussions jusque dans nos vies. Je trouve que la clôture est une provocation pour les masses. Je m'y suis rendu avec un groupe dont le but avoué était de se rendre jusqu'à la clôture.

J'ai été arrêté Le dimanche dans un gymnase de l'université de Toronto. Nous étions une bonne centaine pour la plupart qui dormaient encore lorsque des policiers ont fait irruption dans la salle. Aucun d'entre nous n'avions fait la casse qu'ont reproche à quelques manifestants. La police embarquait tous ce qui se trouvait sur son chemin. Elle chargeait des manifestants pacifique même des gens assis par terre.

Beaucoup diront que la casse qui s'est fait est inacceptable que c'est du vandalisme. Mais quoiqu'on puisse en dire, personne n'a été blessés. Ben oui… certaines personnes s'en sont prises à certains symboles de multinationale. Moi j'avais moins peur des personnes faisant partie de ce groupe controversé qu'on prénomme le Black bloc que de la police.

Dans la position sociale dans laquelle je me situe et le regard que j'ai sur la société en général, Je trouve que ces incidents sont beaucoup moins graves que les crimes que certaines Multinationales se permettent en toute impunité. Moi, ce qui me révolte plus qu'une vitrine de banque fracassée, c'est que des populations entières n'ont même pas le droit à la vie, au nom de la sacro-sainte logique de la course aux profits, de la libération des marchés et du néo-libéralisme.

En y réfléchissant bien ne trouvez-vous pas criminel qu'une multinationale de produit chimique tue de millier de personnes en toute impunité pour économiser de l'argent. La filiale de la multinationale américaine Union Carbide après avoir produit 30 000 malades dont plusieurs morts (26 ans après la catastrophe des communautés entières sont encore affectées) s'en lave les mains. En effet, les dirigeants d'union Carbide ont échappé à la justice Indienne et à leurs responsabilités. Des indemnités dérisoires pour des gens qui ne pourront plus jamais gagner leur vie. J'imagine assez facilement que la majeur parti des sommes versées par la compagnie n'ira pas aux familles.

ÇA C'EST CRIMINEL.

LE COIN DES MEMBRES

Condo facade

Vous les belles facades de condo
Qui prennez c'qui vous entoure pour des zéros
Vous les belles paroles de condo
Et vos beaux discours de bouffe pour idiots
Vous de vos fenêtres aveugles de condos
Qui refusez de voir la pauvreté sur la rue
Vous qui videz et asséchez
mon écu

Elle à tous les jours
Et qui de jour en jour
me donnez un air de vie de chien
Surtout pour vous les promoteurs de condos
Qui niez la mort qui déambule sur les trottoirs
Vous qui savez si bien et si éllégamment
Conspuer les faits et gestes de vos proches
Ne seriez vous pas affairés à regarnir
Vos petits égos boulimiques qui s'affichent

Claire Rouleau

LE COIN DES MEMBRES

Mot Mystère

Par Denis Arsenault

L E N V E L O P P E S E S E L
E A N L I M E R U G A T E U X
Z C E Q A M E U T E L E C X U
A O T R U D G N A T O R T U E
R M E D E E O E T L P N E E I
D M U E S C T E I I E E U N R
E I Q P I U E E F M R Q O I U
R S I I M I U S E C I T S U J
I S L T R T U D S H E I E R N
L I U E E P N N T I S R N I I
E O P N P A V A N T F O U C A
R N A L M I P O U V O I R H N
I N I M M A R T E L E R B A Q
T C O N S T R U C T I O N R V
E C A R I C A T U R A L E D T

AMEUTÉ
APATHIQUE
AVANT
BRUNES
CARICATURAL
COMMANDEMENT
COMMISSION
CONSTRUCTION
CUIT
DÉPITÉ
ENVELOPPES
FÉODAL
GATEUX
INJURIEUX
JUSTICE
LÈSÉS
LÉZARD
LIEUTENANT
LIME
MARTELER
MENTIR
NAIN
PERMIS
POUVOIR
PRUNE
PUBLIQUE
PUBLIQUE
PUTATIF
QUETE
RÉCESSIF
RICHARD
RUINEUX
SALOPERIES
SECTE
SUPPLICE
TERNE
TIRELIRE
TIROIR
TORTUE
TVQ

À L'AGENDA

29 novembre: Débat entre Réal Ménard et Jonathan Aspireault-Massé (coordonnateur du comité BAILS) sur la gentrification du quartier, organisé par l'association étudiante du CEGEP de Maisonneuve. **18h au café étudiant l'Escale**

6 décembre: Manifestation étudiante de l'ASSÉ a Québec en vue de la perturbation de la rencontre des partenaires de l'éducation, pour dénoncer la hausse des frais. Appelez au comité BAILS pour vous inscrire.

7 décembre: Café causerie ayant pour thème « Impact du logement social dans Hochelaga-Maisonneuve » **19h 1475 Bennett**

9 décembre: Manifestation et action du FRAPRU pour réclamer 50 000 nouveaux logement sociaux sur 5 ans, parce que c'est urgent! **Devant le Ministere des finances, 747 Carré Victoria a 11h**

Party de Noel des deux groupes, date a venir!

La serrure libre

La serrure libre est le journal commun des comités logement d'Hochelaga-Maisonneuve. Il est réalisé par les membres et les équipes de travail des deux organismes, et s'adresse à l'ensemble de la population du quartier. Toutes les contributions sont bienvenues. Contactez-nous si vous souhaitez participer!

COMITÉ BAILS

1455 Bennett,
Montréal, (QC) H1V 2S5
Tel. 514 522-1817
Fax. 514 522-9863
bails@bellnet.ca

ENTRAIDE LOGEMENT

1500 av. D'Orléans,
Montréal (QC) H1W 3R1
Tel. 514 528-1634
Fax. 514 528-8992
elhm@cam.org